

Établissement, Activité & Connaissance

Jacques Theureau

(actuellement retraité & chercheur associé à l'Équipe Analyse des Pratiques Musicales de l'UMR 9912, Sciences et Techniques de la Musique et du Son, de l'IRCAM)

(Version finale transmise le 17 Mars 2015 + ajout d'un Préambule le 19 Mars 2015 + rétablissement de l'essentiel des passages supprimés et expansion de certaines phrases afin de les rendre moins allusives et des améliorations locales de grammaire et de style)

Préambule

Cet article m'a été demandé, en vue d'un Numéro spécial sur ce qui a été appelé l'"établissement" (qui consiste, pour des diplômés ou futurs diplômés "révolutionnaires" à aller en usine partager le sort des non diplômés), par un membre du *Comité de rédaction* de la revue *Les Temps Modernes*, que je désignerai par X, après que je lui aie exposé comment je concevais mon éventuelle contribution et qu'il m'ait précisé que le nombre de pages était illimité. Transmis à la date convenue en Septembre 2014, il a finalement été refusé le 19 Mars 2015, après les derniers échanges de courriels suivants, que je reproduis en l'état malgré les libertés avec l'expression française écrite que permet le courriel (sauf les fautes de frappe et un passage noté [...] qui, dans le courriel de ma part, faisait référence à des événements, tous du genre tragique, par lesquels mon établissement à Renault-Billancourt s'était rappelé à moi longtemps après que j'ai cessé de fréquenter le voisinage de cette usine, que j'avais résumés dans une version précédente de l'article, puis supprimés dans sa version finalement proposée aux *Temps Modernes* et rétablis ici) :

J'ai fait lire ton texte à deux membres du comité de rédaction, j'attendais leur retour pour t'écrire. Leurs remarques convergent : Ce texte est selon eux très intéressant mais il souffre d'un excès de "digressions auto-justificatives". Il pourrait commencer à la page 4. Tout ce qui précède risque d'être pour le lecteur un peu indigeste. Ces prolégomènes tendent à poser la supériorité "théorique" du point de vue - ce qui est gênant pour tous les autres textes d'ex-établis, relégués dans le domaine de la naïveté et de l'absence de réflexion. Les parties narratives, qui retiennent plus le lecteur, souvent passionnantes, sont encombrées de digressions autour de règlements de comptes qui ne concernent plus un lecteur d'aujourd'hui. Restent 20 pages, même une fois l'introduction retirée. Il faudrait que l'ensemble ne dépasse pas 45000 signes - 50.000 max. Enfin quelques lourdeurs d'écriture - mais je crois que tu en étais d'accord et nous nous proposons d'alléger. Dis moi. Je crois vraiment que c'est faisable. Et que ton texte n'en serait que meilleur. Il y a encore du temps - au moins un mois, enfin disons un mois. N'oublie pas par ailleurs que les éditeurs les plus concernés et les mieux intentionnés suggèrent des améliorations, j'en ai souvent fait l'expérience, comme bien d'autres. Bien cordialement à toi, X pour le comité de rédaction des TM

Du fait que tu n'avais pas répondu à mon courriel te demandant de me dire enfin combien de pages tu voulais, j'en avais déduit que tu avais compris que je ne me laissais plus prendre à ton histoire de nombre de pages et donc que cela m'avait confirmé que tu n'essayais par là que de me faire supprimer ce qui te gênait dans ce texte. Je ne vois pas en quoi je "pose la supériorité "théorique" du point de vue" : je ne fais que donner un point de vue qui, parce qu'il est personnel, entretient une relation avec de la théorie. Je ne vois pas non plus mes éventuels "règlements de comptes qui ne concernent plus un lecteur d'aujourd'hui". On peut parler d'un règlement de compte avec l'histoire selon Hamon & Rotman. Mais il me semble malheureusement d'actualité car, concernant cette période et surtout la GP, le lecteur ne dispose aujourd'hui que de ce livre ou de l'absence totale d'histoire. Je vous laisse donc ces remarques. Par contre, je suis d'accord avec ce que vous dites de mes tendances à, sinon m'auto-justifier – ce qui a des connotations de mauvaise foi et n'est pas gentil de votre part – du moins à réfléchir à mes éventuelles justifications relativement à mon état d'esprit d'aujourd'hui et à exprimer ces réflexions. En conséquence, j'ai supprimé une bonne part de ce qui concernait mon entretien avec Virginie Linhart et tout ce qui concernait mon activité de dirigeant GP dans la période allant de mon abandon de Renault jusqu'à la dissolution de la GP (j'en disais à la fois trop et pas assez et il suffit de dire mon épuisement final pour dire l'essentiel de mon état d'esprit lors de mon établissement à Rhone-Poulenc). J'ai supprimé aussi, pendant que j'y étais, les retours forcés de Renault durant cette période qui, pour moi, faisaient directement partie de mon établissement passé [...]. Pour être encore plus clair sur l'aspect "théorie" qui vous ennuie, j'ai par contre compensé ces suppressions par une petite conclusion. Si vous n'êtes pas d'accord, vous avez certainement un tas de pages à votre disposition pour exprimer un autre point de vue. Je trouve que, par les temps qui courent, on manque de débats. Voici donc le texte résultant. A part des modifications de style ou des ajouts concrets ... ou théoriques, je ne vois pas ce que je pourrais accepter comme modifications pour vous plaire. J'ai fait ce que j'ai pu et j'en ai plus que marre après plusieurs mois. Si mon point de vue ne plait pas, tant pis : je garderai ce texte dans mon ordinateur. Si c'est le cas, merci de ne pas citer ni diffuser des lambeaux de ce texte. Cordialement, JT

Je constate que nous sommes dans l'impasse. Je le constate avec regret : je n'ai pu te convaincre. Il ne s'agissait pas d'un désaccord sur le contenu de ton texte, mais d'une critique à propos de la forme et de la posture, en même temps que de sa

longueur (je t'ai aussi expliqué je crois, sans t'avoir donné un nombre précis de signes, que nous avons reçu beaucoup de textes, plus que prévu, que tous les autres textes étaient assez notablement plus courts, et je te demandais dans un souci d'égalité de procéder à des coupes, or je constate que tu as rajouté... 5000 signes). Par ailleurs je dois te dire que les personnes à qui j'ai fait lire ton texte avaient un jugement plus sévère que le mien - ce qui m'a bien sûr conforté dans mon désir de te faire reprendre et raccourcir ton texte. Je me suis rarement heurté en tant qu'éditeur à autant de résistance de la part d'un auteur. Mais bon, c'est ton choix semble-t-il. Si tu te ravises il est toujours temps. Sinon, bien sûr (encore une fois à mon regret, ta contribution avait aussi de grandes qualités) nous ne publierons pas le texte en l'état et ne le citerons pas bien sûr. Bien cordialement, X pour le comité de rédaction des TM

Effectivement, quoi de plus courant qu'un refus par un comité de rédaction de publier un article commandé dont le contenu ne plait pas et dont les exigences de taille ont changé entretemps ? Ce qui est intéressant, c'est l'une des raisons invoquées : l'idée selon laquelle *"ces prolégomènes tendent à poser la supériorité "théorique" du point de vue - ce qui est gênant pour tous les autres textes d'ex-établis, relégués dans le domaine de la naïveté et de l'absence de réflexion"*, c'est-à-dire ce que le dernier courriel qualifie de *"posture"*. Ma réaction immédiate est de dire qu'il est vrai que, dans le texte qui suit, je ne réduis pas ma *"posture"* à celle d'un fournisseur de témoignage, c'est-à-dire, pour utiliser les mots de mon interlocuteur, que je n'accepte pas d'être *"relégué dans le domaine de la naïveté et de l'absence de réflexion"*. Si, d'après cet interlocuteur, les autres anciens établis sont ainsi relégués, la responsabilité en incombe, non pas à moi, mais au comité de rédaction des *Temps Modernes* qui leur en a fait la demande et à eux-mêmes qui l'ont acceptée. Mais le problème est plus large et plus profond : c'est celui du principe de la construction de la vérité en histoire contemporaine et, plus généralement, dans les sciences humaines et sociales qui s'intéressent à des acteurs vivants, c'est-à-dire de ce qui constitue un idéal pour les enquêtes et analyses journalistiques, même si alors cet idéal ne peut être pleinement réalisé dans les contraintes temporelles auxquelles elles sont soumises. Dans la première section de cet article, je précise de façon condensée que la théorie de la cognition (connaissance en acte) comme enaction donnant lieu à conscience préréflexive a pour conséquence, d'une part, la faible valeur descriptive et explicative de témoignages fournis spontanément dans d'autres temps et d'autres lieux par les acteurs sur leurs activités passées et celles des autres – c'est ce qui constitue la conscience réflexive usuelle –, d'autre part, la possibilité de témoignages de plus grande valeur de connaissance moyennant des entretiens de remise en situation par les traces de ces activités passées, y compris grâce à la présence de ces autres. N'étant pas dans une telle situation de remise en situation, j'en conclus que je vais me limiter dans cet article à exprimer mon point de vue, clairement situé aujourd'hui, sur mon activité passée, ce que je réalise dans la suite de l'article. D'où un titre qui annonce que je m'intéresse à mon établissement du point de vue de ce qui me préoccupe le plus aujourd'hui : le développement, la mise à l'épreuve empirique et les conséquences d'une théorie de la connaissance ancrée sur l'activité humaine en train de s'effectuer qui, n'étant pas triviale, est contestable. Peut être faut-il préciser à ce point que, comme on le sait au moins depuis Platon, toute théorie peut être contestée, alors que l'opinion, surtout si elle reste implicite, n'est qu'une affaire de rapports de force.

C'est là que les propositions que je formule (toujours dans cette première section) concernant l'idéal de connaissance de l'histoire contemporaine devraient être complétées : à l'exigence d'entretiens de remise en situation des acteurs, il faudrait ajouter l'exigence d'une participation dans la foulée de ces acteurs à l'analyse de leurs activités passées, récusant ainsi le monopole par les historiens patentés (quelles que soient leurs qualités) de la théorie de ces activités passées, et, bien sûr, celles de ces historiens patentés. C'est ainsi que, dans les recherches sur les activités humaines présentes que je réalise avec d'autres, les entretiens d'expression de la conscience préréflexive des acteurs (dont l'entretien de remise en situation par les traces ne constitue qu'une méthode parmi d'autres, adaptée à des activités qui n'ont pu être observées mais ont laissé des traces) sont poursuivis par des entretiens dits de second niveau et diverses procédures de collaboration des acteurs, avec toutes les théories qui sont les

leurs, à l'analyse de leurs activités avec les chercheurs. Alors que l'historiographie (ou histoire de l'histoire) m'a préoccupé ces dernières années en relation avec des expériences de collaboration et des discussions avec des collègues et amis historiens, j'en suis resté dans cet article à la première exigence. Ceci me permet de compléter en histoire contemporaine la thèse plus générale de l'histoire comme "passé présent" qui m'a été inspirée par R.G. Collingwood, un historien et philosophe britannique, dans Theureau (2015, chapitre 3).

En écrivant ce commentaire de cet échange de courriels, fin Mars 2015, sans projet de publication mais avec celui de faire circuler ce texte auprès de quelques ami(e)s lorsque l'occasion s'en présenterait, je croyais en avoir fini avec cette histoire. Mais, à la mi-Juin 2015, nouveau courriel des *Temps Modernes* :

Bonjour Jacques, Je regrette sincèrement que tu n'aies pas répondu à la demande du comité de rédaction des TM. Nous aurions aimé avoir ton texte, mais comme je te le rappelle... plus concis. Il n'est pas encore trop tard. Dis-moi (on a encore ce mois). En espérant ta réponse favorable, X pour les TM

Je regrette aussi sincèrement que le contenu n'ait pas plu. Maintenant, c'est trop tard : place aux établis naïfs et non réflexifs (comme vous dites) et aux théoriciens des TM (vos universitaires) !! En espérant que ce numéro ne sera pas trop nul, Jacques

Je crois que depuis le début (la première version), il y a malentendu entre nous. Nous (si ce nous existe) ne cherchons pas des textes naïfs, mais recueillons des textes de tons et de genres différents – chacun a sa valeur et sa vérité. Pour ma part, j'ai toujours défendu ton texte et continue à le défendre – et ne renonce pas, si tu ne t'y opposes pas par lassitude, à le publier tel quel. J'attends le bon moment pour en convaincre le comité de rédaction. Bonne journée, X

Non, j'en ai ras le bol !! Et, plus le temps passera, plus j'aurai envie d'écrire autre chose. Pour le confort de ma retraite méritée, je mets un terme à cette histoire. Jacques

Maintenant que cette histoire lamentable est terminée – du moins, je l'espère –, j'ai rétabli (et concentré dans la section 7) les passages que j'avais supprimés concernant les rappels à mon attention de Renault-Billancourt durant les années 1971-1973 – "qui, pour moi, faisaient directement partie de mon établissement passé", comme je l'ai écrit dans l'un des courriels ci-dessus. J'ai rétabli en même temps le résumé que j'avais fait de mon activité durant ces années, dont un premier bilan et la volonté de l'approfondir ont fait partie des attendus de mon établissement à Rhone-Poulenc-Vitry. Je n'étais pas — et ne pouvais être –, comme le héros du roman *L'établi* de R. Linhart, totalement coupé de mon passé. Si tout cela est anecdotique, c'est aussi, me semble-t-il, nécessaire, même si je n'ai ni l'envie ni les moyens de me livrer ici à une "psychanalyse existentielle". Par contre, j'ai supprimé des détails de ce que j'ai appelé mon "établissement existentiel" dont les *Temps Modernes* semblaient friands, ce qui a constitué pour moi un mauvais signe.

De plus, si j'ai reproduit ci-dessus mon dernier courrier électronique aux *Temps Modernes*, ce n'est pas pour avoir le dernier mot, c'est parce qu'effectivement, "plus le temps passera, plus j'aurai envie d'écrire autre chose". Dès ce rétablissement de l'essentiel de ces passages supprimés, j'ai eu envie, toujours de mon point de vue aujourd'hui et en profitant de "ma retraite méritée", de replacer ces deux périodes d'établissement et leurs prémisses et poursuites immédiates, qui constituent l'objet de cet article, dans l'ensemble de mon activité "militante". C'est dans ce cadre que l'aspect "existentiel" pourrait être vraiment intéressant. Je réaliserai cette envie lorsque j'en aurai le loisir et l'inspiration, ce qui ne peut manquer de me conduire à modifier à divers degrés ce que j'ai écrit dans cet article. D'où aussi, en attendant, le rappel que je fais pour conclure ce préambule d'un essai avorté d'histoire collective de la *Gauche Prolétarienne* (GP) que j'ai initié et immédiatement abandonné (en 1975 ou 1976, sans pouvoir aujourd'hui être plus précis). Considérant en effet que la dissolution de la GP s'était faite dans l'urgence sans suffisamment de réflexion collective, j'ai réuni alors chez moi un groupe d'ex-dirigeants et d'ex-militants parisiens de mes amis afin de réfléchir sur notre histoire commune. Tout le monde était là sauf mon amie Herta quand – patatras ! – la voilà accompagnée de Dany Cohn-Bendit, qu'elle avait rencontré par hasard dans le métro, alors que, muni d'une fausse barbe et d'une perruque – il avait été expulsé de France en 1968 par le Général de Gaulle –, il avait raté son rendez-vous avec son frère Gaby et errait en attendant un rendez-vous de rattrapage le lendemain. Il s'agissait seulement de lui trouver un hébergement

sûr jusqu'à ce moment là. Mais cela a suffi pour annuler sinon la réunion, du moins son thème. L'analyse historique – sans méthode proposée de ma part et sans grand intérêt manifeste de la part de mes invités, faut-il le préciser – avait laissé place au mythe avec le surgissement de son porteur vivant le plus emblématique. L'établissement, en concurrence avec les happenings des universités de Nanterre et d'ailleurs et les "coups" de la GP un peu partout, est susceptible, comme eux – sans doute même encore plus qu'eux du fait de sa conjonction avec le mythe de la classe ouvrière comme classe dangereuse ou porteuse de l'avenir historique et de toutes les valeurs –, de donner lieu à des mythes, positifs comme négatifs, et pose, comme eux, un problème non trivial d'analyse historique. Ce sont en tout cas ces propositions récentes concernant l'idéal de connaissance de l'histoire contemporaine et le souvenir présent de cet essai avorté qui ont hanté la rédaction de cet article.

Introduction¹

J'ai été établi à Renault-Billancourt de Février 1969 à Octobre 1970, et à Rhone-Poulenc-Vitry de Février 1974 à Mai 1974, dans des circonstances très différentes. Auparavant, j'avais reçu une formation d'ingénierie, mais aussi d'économie et statistiques (non sanctionnée par un diplôme) et, après quelques stages d'ingénieur, j'avais occupé un poste de chargé d'études en économie et statistiques agricoles à temps partiel jusqu'à ce que Mai 1968 m'en écarte définitivement. J'ai reçu ensuite une formation de physiologie du travail et d'ergonomie et, après divers contrats d'étude et de recherche à durée déterminée entrecoupés de périodes de chômage, je suis entré au CNRS et y suis resté, comme chargé de recherches, jusqu'à ma retraite.

1. Comment parler de mon établissement à Renault-Billancourt ?

J'ai toujours été gêné pour parler de mon expérience d'établissement à Renault-Billancourt, non pas parce qu'elle aurait été traumatisante, comme une jeune journaliste ignorante et fière de l'être en avait conclu rapidement, mais parce qu'elle a été éminemment collective. C'est ainsi que, lorsque H. Hamon et P. Rotman m'avaient demandé un entretien pour leur ouvrage *Génération*, par l'intermédiaire de mon ami B. Lévy, je leur avais proposé plutôt de réunir un groupe d'ouvriers, d'établis et d'étudiants présents dans l'usine et autour à cette époque. Comme ils cherchaient des "héros", positifs ou négatifs, cette façon de procéder ne leur a pas convenu. Cette gêne a été renforcée par mon travail de recherche sur l'activité humaine dans toutes sortes de situations, et les méthodes d'entretien de remise en situation qu'il m'a conduit à élaborer et à mettre en œuvre. Elles sont fondées : négativement, sur l'idée que la réflexion après-coup d'un acteur sur sa propre activité, non seulement est située dynamiquement, c'est-à-dire est influencée par ce que vit cet acteur à ce moment, et de plus en plus au fur et à mesure qu'on s'éloigne du temps de cette activité passée, mais aussi a tendance à être "complice" (formulation de J.-P. Sartre), c'est-à-dire à donner une consistance illusoire à un Soi inconsistant ; positivement, sur la possibilité de remettre en partie l'acteur dans la situation dynamique de son activité passée, grâce à des traces de cette activité et de son environnement (enregistrements audio et vidéo s'ils existent, présence des autres acteurs, écrits de l'acteur, articles de journaux, retour sur les lieux d'activité ou entretien réalisé dans un lieu similaire, etc.), et corrélativement de le couper des situations de discours sur son activité qui lui sont familières (afin d'éviter, par exemple, le discours revendicatif adressé par delà l'interlocuteur pour un ouvrier industriel, ou le discours d'enseignement ou d'interview pour des revues musicales pour un compositeur de musique contemporaine ou un chef d'orchestre). C'est là tout simplement articuler la notion sartrienne de conscience pré-réflexive

¹ Des versions successives de ce texte ont été relues par Charles-Henri de Choiseul-Praslin, Jean-Bernard Mabilais, Francisco de Paula Antunes Lima et Michel Valensi que je remercie pour leurs remarques.

avec une hypothèse plus récente sur la cognition humaine comme interaction asymétrique entre l'acteur et son environnement (y compris social), c'est-à-dire telle que l'organisation interne de cet acteur au moment considéré, qui a été construite par son histoire jusqu'à ce moment et tout particulièrement par son histoire récente, sélectionne ce qui, dans cet environnement, s'impose à cet acteur et conditionne la réponse qu'il y apporte. Cette hypothèse sur la cognition humaine est celle de l'enaction, qui a été formulée au départ par deux chercheurs chiliens, H. Maturana et F. Varela. Dans les entretiens avec des "héros" de cette histoire, recueillis vingt ans après 1968 et quinze ans après les derniers événements marquants de cette période, l'affaire Lip et celle du Larzac, les diverses personnes interrogées par H. Hamon et P. Rotman – eux-mêmes ex-membres de l'un des groupuscules de cette époque – racontent leur vie et celle des autres à partir de leur situation présente et de ses perspectives. De faits éminemment collectifs et situés, ne reste plus qu'une juxtaposition de points de vue individuels et situés en d'autres temps et d'autres lieux. Même lorsqu'elles ne cherchent pas à mentir, ce qui est certainement le cas pour la plupart d'entre elles, ces personnes interrogées font preuve de mémoire sélective et d'interprétations situées *a posteriori*.

L'entretien avec V. Linhart (voir Linhart, 1994) a en fait renforcé ma gêne par l'épreuve de la difficulté d'aborder cette expérience de façon satisfaisante dans le cadre de tels entretiens. Cette difficulté n'a rien à voir avec V. Linhart, qui par sa personne comme par sa déontologie, a sans doute constitué l'interlocutrice idéale, et qui, contrairement à H. Hamon et P. Rotman, a donné la parole au "bas peuple", en particulier à deux anciens ouvriers maoïstes de Renault-Billancourt de mes amis, A. Radondy et C. Lucas, autant qu'aux ex-établis. Elle renvoie évidemment d'abord aux problèmes de la remise ou non en situation, surtout pour une activité qui avait été éminemment collective, que j'ai évoqués plus haut, et, plus largement, à l'absence d'un véritable travail historique empirique. Le seul ouvrage global sérieux sur cette période de l'histoire contemporaine me paraît être l'ouvrage de Artières et Zancarini-Fournel (2008). Sa visée est de "faire de 68 un objet historique [, ce qui] supposait de s'extraire du flot interprétatif dont il a fait l'objet (...) [c'est-à-dire d'une] impressionnante mise en discours, à la fois journalistique, sociologique, littéraire, photographique, etc." (op. cit., p. 7). Concernant ses sources, les auteurs précisent : "Les travaux qui composent la matière de ce livre s'inscrivent dans le renouvellement de l'historiographie depuis la fin des années 1980. (...) En premier lieu, la notion de source a été sensiblement élargie, notamment aux archives personnelles : la lettre, le journal, l'autobiographie (...). Certains fonds d'archives délaissés, comme les séries judiciaires, ont aussi été réinvestis par les historiens auxquels s'ouvraient aussi d'autres matériaux, comme les archives télévisées et radiophoniques" (op. cit., pp. 8-9). Mais, aucune donnée nouvelle n'a été construite, alors même que nombre des acteurs de cette époque sont toujours vivants et que de nombreuses traces nous restent qui permettraient de développer une série d'entretiens de remise en situation contrôlés par ces traces. Ce qui est remarquable est que ces deux auteurs ont participé à l'ouvrage de Artières et al. (2003), portant sur l'histoire du Groupe d'Information Prisons (GIP), l'un des collectifs de cette période historique, ouvrage dont les visées ont été, non pas "d'en écrire l'histoire définitive mais plus simplement de fournir un dossier chronologique, un ensemble d'archives qui nous apparaît comme particulièrement significatif de la lutte singulière que le GIP engagea" (op. cit., p. 9), de rappeler "le contexte social et pénitentiaire de ce début des années 1970", de présenter "une chronologie la plus exhaustive possible des événements intervenus dans et autour des prisons" et de fournir "une bibliographie des autres sources disponibles et des travaux existants sur cette période" (op. cit., p. 11). Mon amie M. Zancarini-Fournel a participé à l'organisation de la collecte de documents sur la période autour de Mai 1968 et de leur transmission à la *Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre (BDIC)*. Ces éléments pourraient constituer justement l'ensemble des traces

nécessaires pour des entretiens de remise en situation, individuels ou collectifs, contrôlés par les traces, avec les divers protagonistes. Sans de tels entretiens, cette histoire contemporaine des "événements de 68" ne diffère de celle des Croisades que par la quantité des archives disponibles et la présence, parmi les historiens, de quelques acteurs rescapés de cette période historique, dont l'une des deux éditeur(e)s, toujours mon amie M. Zancarini-Fournel. À la décharge de cet ouvrage, il faut évidemment ajouter qu'il a été conçu pour apporter un peu de rigueur, au risque de perdre beaucoup de vie, à une histoire marquée justement en France par cet ouvrage de Hamon et Rotman (1988) et sa mise en roman d'entretiens rétrospectifs.

En attendant un travail historique qui rende justice aux spécificités épistémologiques de l'histoire contemporaine, une solution à mon problème, que je vais tenter de mettre en œuvre ici, est de ne parler, dans cette affaire, que de mon activité personnelle telle que je la perçois et la ressens aujourd'hui. Au moins, un tel discours réflexif personnel est clairement situé aujourd'hui et, si je dis des bêtises, elles ne peuvent nuire qu'à moi-même. Et de le faire en m'appuyant sur les seuls documents qui me restent et peuvent contribuer à me remettre en situation tout en ne me demandant pas de me lancer dans une recherche historique sérieuse, qui me demanderait un travail important, dans laquelle je ne pourrais qu'être un acteur parmi de nombreux autres, et qui devrait être coordonnée par d'autres que moi, en particulier des historiens ou des personnes en tenant lieu. Ces documents sont, pour mon établissement à Renault-Billancourt : un entretien avec C. Jambet, paru dans *l'Idiot International* ; un article de bilan d'étape, paru dans les *Cahiers de la Gauche Prolétarienne* ; un numéro de *L'Écho des métallos de Renault* (PCF), qui, sans doute, constituait un double des documents que j'ai livrés à la *Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre (BDIC)*, par l'intermédiaire d'un groupe de travail auquel j'ai déjà fait allusion plus haut, qui s'était constitué autour de cet objectif et que j'ai soutenu sans y participer. Pour mon établissement à Rhone-Poulenc-Vitry, il ne me reste qu'un tract qui l'a conclu et un texte de discussion non publié qui l'a précédé. À ce point, faire quelques efforts personnels pour réunir d'autres archives, et revoir à ce propos quelques amis de cette époque que je n'ai pas revus depuis longtemps, me ferait sans doute retrouver quelques détails intéressants, mais resterait insatisfaisant.

2. Mon établissement à Renault-Billancourt

J'ai réussi à m'établir à Renault-Billancourt, après avoir vainement tenté de le faire à Citroën-Javel. Début Juin 1968, mon épouse avait accouché de notre fils, et, depuis début Septembre 1968, j'étais sans salaire. J'habitais dans une cité HLM (la *Cité Maurice Thorez*) de Malakoff, alors un fief incontesté du *Parti Communiste Français* (PCF), dans un appartement obtenu par mon épouse qui était institutrice dans cette commune. Je participais au petit groupe de direction de la *Gauche Prolétarienne* (GP) qui, couplé avec le comité de rédaction du journal *La Cause du Peuple*, durant cette période de création de cette organisation, en constituait le centre. Je participais aussi au petit groupe GP issu du *Comité d'action de Hachette* (15^{ème} arrondissement), d'où mes efforts pour entrer à Citroën-Javel qui se trouvait dans le même arrondissement de Paris. Je participais enfin à un groupe d'agriculteurs (dont je parlerai plus loin).

À Renault-Billancourt, il y avait déjà des intellectuels établis qui avaient regroupé un petit groupe d'ouvriers, essentiellement dans l'Ile Seguin, qui constituait le cœur de l'usine, et qui, tout en étant associés à la GP, donc constituaient des amis en puissance, s'opposaient à son orientation et réclamaient une direction strictement usinière (ouvriers et établis). D'où un accueil de leur part qui s'apparentait clairement à celui d'une corde accueillant son pendu. Moins de quinze jours après mon embauche, à l'occasion d'une grève intersyndicale d'une journée, j'avais, en compagnie d'un délégué CFDT, que j'appris plus tard être un prêtre-ouvrier, milité dans l'Ile Seguin pour l'arrêt des chaînes de montage, ce qui n'avait pas grand

sens mais qui, dans mon imaginaire, augurait bien de la suite. Pourtant, jusqu'à l'été, je me suis fait discret, sauf participation à quelques actions de mes soit disant amis : je ne comprenais rien à ce qui se passait dans mon atelier et n'y percevais aucun point de départ pour la poursuite de Mai 1968 prônée par la GP ; je m'efforçais de me faire muter de mon atelier, qui était extérieur à l'Île Seguin, à un autre plus proche d'elle ; je continuais à participer au groupe de direction de la GP et au groupe d'agriculteurs cité plus haut (dont, comme je l'ai déjà écrit, je parlerai plus loin). Ce n'est qu'ensuite, à partir de Septembre 1969, que j'ai pu me consacrer à plein temps à cet atelier et à cette usine. Ce groupe de direction de la GP s'était étoffé grâce à la fusion des anciens de l'*Union des Jeunesses Communistes (Marxistes Léninistes)* (UJCML), qui composaient alors pour l'essentiel la GP, avec des anciens du *Mouvement du 22 Mars*. J'avais trouvé un remplaçant, membre du comité de rédaction du journal *La Cause du Peuple*, pour participer à ce groupe d'agriculteurs. Mes efforts pour quitter mon atelier avaient avorté. La rupture entre moi-même, accompagné d'un jeune autre établi, et le groupe d'établis et d'ouvriers initial avait été consommée de façon rocambolesque, façon exclusion du PCF. Tempête dans un dé à coudre à Billancourt ! : deux anciens établis (de quelques mois), un jeune ouvrier et un ouvrier près de la retraite excluant deux autres établis, un ancien et un nouveau. Ces exclus, quelques mois plus tard, ont eu le plaisir d'accueillir de nouveau à la GP l'un de ces deux anciens établis et le jeune ouvrier de ce groupe et de fusionner les *Comités de lutte d'atelier* que tous avaient initiés entretemps. Si Renault-Billancourt constituait ma "terre promise", je ne m'y trouvais pas tout seul. D'une part, on y trouvait nombre d'intellectuels établis, venus d'Espagne, du Portugal et des Pays du Tiers-Monde à la suite de leurs activités politiques dans leurs pays respectifs, mais aussi des prêtres ouvriers, qui étaient à la CFDT, largement minoritaire face à la CGT, et des militants trotskystes ou marxistes-léninistes de diverses obédiences qui étaient à la CFDT ou à FO. Leur nombre serait intéressant à connaître. Tous étaient associés à des groupes d'ouvriers "non diplômés". Je n'ai bien connu que ceux, sénégalais et portugais, qui collaboraient clandestinement avec les *Comités de lutte d'atelier* impulsés par la GP. D'autre part, j'avais un soutien extérieur : les débuts du premier *Comité de lutte d'atelier* dans mon atelier, en Septembre 1969, ont coïncidé avec ceux d'un groupe d'étudiant(e)s qui se consacrait aux portes de l'usine, aux cafés et aux petites usines avoisinants, et dont je parlerai plus loin.

3. L'activité de la Gauche Prolétarienne à Renault-Billancourt

Dans les limites de ma conscience réflexive usuelle et de mes capacités de rappel aujourd'hui de mon activité d'établi, on peut la résumer, pour ce qui concerne ce que je peux encore aujourd'hui considérer comme juste, en quelques thèmes critiques, en quelques thèmes d'action et en quelques modes de collaboration avec les étudiants contestataires.

Ces thèmes critiques étaient relatifs à la politique du PC-CGT (la CGT à Renault-Billancourt était alors non distinguable du PCF, du moins en ce qui concerne sa partie active, c'est pourquoi je parlerai dans ce qui suit de PC-CGT) : dénonciation des grèves à durée limitée, programmées et forcées des ouvriers spécialisés (OS), essentiellement immigrés, qui étaient les plus mal payés et subissaient les conditions de travail les plus mauvaises, en appui aux négociations avec la Direction de l'usine portant sur des augmentations de salaires en pourcentage, qui bénéficiaient aux salariés les mieux payés et approfondissaient les écarts de salaires (dans le cadre du programme politique du PCF visant à montrer aux ingénieurs, cadres, techniciens et ouvriers qualifiés qu'ils seraient bénéficiaires de sa participation au pouvoir politique) ; dénonciation de la chasse aux "gauchistes" dans l'usine, dont certains immigrés qui étaient en danger dans leurs pays respectifs, en collaboration avec les Renseignements Généraux jusqu'au niveau national (encore aujourd'hui, un responsable des Renseignements Généraux passe régulièrement à la Direction de la CGT et, moyennant quelques informations, fait sauter les contraventions) et avec la Direction de l'entreprise ;

imposition du droit de diffusion de tracts et journaux en désaccord avec le PC-CGT dans l'usine et à ses portes, après quelques opérations violentes de la part des plus staliniens d'entre eux qui avaient été repoussées non moins violemment avec l'appui plus ou moins actif de la majorité des ouvriers présents.

Ces thèmes d'action (cadences, despotisme d'usine, racisme de certains chefs, risques professionnels graves), qui s'opposaient au thème monopoliste des augmentations de salaire en pourcentage, s'accompagnaient de formes de lutte décidées à la base, locales, pas forcément légales, comportant souvent un aspect ludique et donnant lieu à des moments de liberté, de joie collective et de rigolade, qui s'opposaient aux grèves à durée limitée purement passives décidées au sommet par le PC-CGT, les autres organisations syndicales tolérées étant alors faibles et leurs délégués et permanents à la fois peureux et soumis, voire complices. Ils s'accompagnaient aussi de modes de collaboration avec les étudiants contestataires, qui rompaient avec la démagogie anti-étudiante du PC-CGT.

À ces éléments que je considère encore aujourd'hui comme justes s'ajoutent des éléments que je considère aujourd'hui comme irresponsables, malgré les circonstances atténuantes que constituaient les horreurs de la chaîne de montage et le contexte répressif de l'époque, qui touchaient tout particulièrement les travailleurs immigrés. Ils se concentraient dans des campagnes contre ce que je viens d'appeler "le despotisme d'usine et racisme de certains chefs" : encouragement à la dénonciation nominale anonyme par affichettes de ces chefs et à l'action violente sur les plus généralement haïs, accompagné de la réalisation d'actions sur certains d'entre eux, actions purement symboliques, à l'exception cependant de l'une d'entre elles, visant un cadre particulièrement haï, qui a dégénéré en une sorte de lynchage. Ce fut la dernière, mais l'idée de GOAF (*Groupe Ouvrier Anti-Flic*), clandestin et plus ou moins permanent ou provisoire, d'autodéfense mais aussi de réalisation de ce genre de campagne et de ce genre d'action symbolique, resta ancrée dans les *Comités de lutte d'atelier* de Renault-Billancourt et érigée en exemple par la GP. Rétrospectivement, si je pense que l'encouragement à la révolte contre les actes despotiques de certains "petits chefs" (insultes et menaces racistes, licenciements abusifs, etc.) était parfaitement juste à Renault-Billancourt, je pense aussi que ce genre de campagne portait en lui une tendance négative à l'indifférenciation et à la dégénérescence.

S'ajoute aussi, à ce que je considère aujourd'hui comme juste *versus* irresponsable et dont je viens de parler, un élément que je qualifierais plutôt à la fois d'incompétence et d'inconséquence : le manque d'étude et de formation des *Comités de lutte d'atelier* constitués, dans le cadre du monopole de l'action "ici et maintenant" dans la *Gauche Prolétarienne*, malgré une tentative en ce sens vite abandonnée de ma part au Printemps 1970 : un *compendium* de thèses qui allaient de la situation mondiale à la confection de ronéos vietnamiennes par les comités de lutte d'atelier. Je l'ai perdu et ce dont je me souviens, c'est de son nombre, 25, ce qui faisait allusion dans mon esprit à la *Lettre en 25 points* du PC Chinois au PC Russe et qui traduisait bien mes / nos illusions de l'époque, et les principes de son usage : au moins autant de séances d'étude que de thèses ; introduction de chaque thèse par l'un d'entre nous, qui aurait été certainement moi plus que d'autres ; discussion. Après une première séance d'étude, la participation à la campagne à l'occasion du procès d'A. Geismar et la répression qui a suivi, puis la campagne de "*L'été chaud*" ont enterré le projet. J'en parle comme d'un élément d'inconséquence pour deux raisons. C'est d'abord du fait que la particularité de la *Gauche Prolétarienne* relativement aux traditions politiques était de viser, non pas son propre développement et la conquête de pouvoirs quelconques, mais le développement d'organisations populaires autres qu'elle et autonomes. Une telle visée, pour se réaliser dans l'usine, exigeait étude et formation, tellement cette usine était alors le lieu, ou bien de la culture PCF chez une bonne part des ouvriers professionnels, ou bien de l'inculture (ou plutôt de l'inculturation, un patchwork fait de lambeaux de cultures d'origines diverses et

de culture ouvrière française) chez les ouvriers spécialisés (quand ils n'étaient pas des intellectuels). Nos discours de l'époque sur la nécessité qu'il y avait, dans ce cadre, à "consolider" les groupes d'ouvriers constitués à travers les actions, s'ils avaient été conséquents, auraient dus être accompagnés d'étude et de formation selon des modalités originales. Une seconde raison est que la *Gauche Prolétarienne* mettait l'accent sur les savoirs ouvriers, mais ne se donnait aucun moyen pour que ces savoirs ouvriers s'expriment et se transmettent en dehors des actions immédiatement en cours. Ce manque d'étude et de formation et de réflexion sur leurs modalités éventuelles dans les *Comités de lutte d'atelier* constitués signe, au-delà des circonstances (la répression qui nous frappait), mon / notre attachement à la vision politique du monde. Il faut dire que le problème n'était pas simple voire était insoluble pour des gens comme moi / nous qui, après Mai 1968, avions définitivement fait le deuil de l'inculcation du marxisme à la classe ouvrière par les intellectuels sur le modèle prôné par le *Que faire ?* de Lénine. Ce n'était pas le cas auparavant à l'UJCM : certes, nous n'étions que sarcasmes vis à vis de cet ouvrage de Lénine – c'était le côté présomptueux de cette organisation –, mais les *Cahiers Marxistes-Léninistes* avaient pour devise de couverture : "*La théorie de Marx est toute puissante parce qu'elle est vraie*" (Lénine). Une étude et une formation, qui prennent en compte les savoirs ouvriers, étaient totalement à réinventer, éventuellement en allant chercher ailleurs et, en tout cas, pas dans la *Grande révolution Culturelle Prolétarienne* chinoise. À la GP, nous étions trop pris par la relance locale de ce qui s'était construit en Mai 1968 et par la résistance à la répression, mais aussi encore trop politiciens, à la fois pour y penser et pour explorer d'autres voies. Il me semble aujourd'hui que cette réinvention aurait exigé une transformation radicale de pensée et de pratique, ou encore une conception adéquate de la cognition humaine (voir la première section de ce texte) – c'est pour cette raison que j'ai aussi parlé plus haut d'incompétence. Plus particulièrement et plus immédiatement, elle aurait exigé de ma part un autre point de vue sur l'établissement.

4. L'ingénieur policier fasciste Theureau

Dès que l'activité des *Comités de lutte d'atelier* a pris de l'ampleur à Renault-Billancourt, le PC-CGT s'est concentré sur ma personne, afin de faire oublier les jeunes ouvriers français et les ouvriers immigrés de tous âges qui y participaient ou en étaient sympathisants. Voici, par exemple, ce qui s'écrivait dans un numéro de *L'Écho des métallos de Renault* (Mars, 1970, sous le titre prometteur "*Qui est le grand coordinateur de l'activité gaulliste ?*") : "*Nous l'avions prévu ! Plus se développe l'hostilité des travailleurs à la politique du pouvoir gaulliste-centriste, patron de la Régie, plus s'agitent les groupes de provocateurs aux portes et à l'intérieur de l'usine. Cela n'est pas nouveau. Ce qui l'est, par contre c'est qu'ils déploient leur activité anticommuniste, en se couvrant du drapeau rouge. Ils emploient les mêmes méthodes que les fascistes d'Occident ou « ordre nouveau » coups de main, agression à main armée, agitation provocatrice. (...) Ce qui est nouveau également, c'est que la direction a tenu compte de l'impuissance des groupes d'individus déguisés en « étudiants » aux portes. Maintenant elle les embauche et leur permet ainsi de se déguiser en « ouvriers ». Elle les place ENSEMBLE dans le même atelier, dans la même équipe comme au 49 et au 74 [deux départements de l'usine qui, à l'époque, contenaient chacun un intellectuel établi de la GP, dont moi !]. Alors que les OS de ces ateliers ne peuvent s'absenter 5 minutes de leur poste, les groupes de provocateurs dits « gauchistes » se déplacent d'un atelier à l'autre. Alors que partout des sanctions ont été infligées à des ouvriers pour « retards répétés », « absence non motivée » eux s'absentent des jours entiers pour des coups de main dans les facultés de Nanterre et de Vincennes. DES TRAVAILLEURS ? NON DES BANDITS ! À qui fera-t-on croire qu'il s'agit de travailleurs ? Comment ne pas s'étonner de voir arriver sur une chaîne de Flins le vicomte Charles Henri de Choiseul-Praslin. Était-il recommandé par*

son beau-père le milliardaire de Wendel. Et qui a recommandé Theureau [sic], ancien élève ingénieur à un poste d'OS et pour y faire quoi ?". Ce discours était en fait destiné aux ouvriers professionnels français, dont une partie importante était syndiquée à la CGT et sympathisante du PCF, qui se trouvaient dans d'autres départements que, par exemple, les départements 49 et 74 qu'il citait, qui entraient dans l'usine et en sortaient par des portes différentes et n'avaient pas, sauf volonté expresse, de possibilité de valider ou réfuter ses allégations. Il est relativement poli à mon égard, puisque longtemps après que je n'aie plus mis les pieds aux abords de Renault-Billancourt, les tracts et journaux, alternativement signés du PCF et de la CGT, ont continué à recommander de faire subir toutes sortes d'avaries à "l'ingénieur policier fasciste Theureau". C'est ainsi qu'immédiatement après l'assassinat de P. Overney, la direction de l'usine et celle du PC-CGT ont répandu le bruit dans les radios que c'était un ingénieur centralien ex-ouvrier de l'usine qui était mort.

Ces discours se sont accompagnés de voies de fait sur ma personne et d'autres militants ouvriers et étudiants, dans l'usine et à sa porte. Si les attaques musclées à la porte furent trop routinières pour que je ne les mélange pas dans ma mémoire aujourd'hui, j'ai encore un souvenir vivace, que j'ai déjà raconté à V. Linhart, d'une fois où j'ai été agressé par un groupe de permanents et délégués PC-CGT venu faire une distribution de tracts dans la cantine de l'usine où je déjeunais avec un jeune ouvrier du *Comité de lutte d'atelier* de mon département. Sans nous être en rien concertés, je suis monté sur la table pour amener les autres ouvriers par mes discours, et mon compagnon a pris son couteau d'une main et sa fourchette de l'autre et s'est interposé en prononçant ces quelques mots : "L' premier qui fait un pas, je l' pique !". Cela a calmé les ardeurs de mes agresseurs et nous a bien fait rire après-coup car montrait que, contrairement à notre idéal comme à notre réalité usuelle, nous retombions spontanément, dans l'urgence, sur une division du travail caricaturale entre établis et ouvriers. Je pense important de noter pourtant que, si un ancien délégué syndical près de la retraite, qui était le pilier de ce qui restait du PCF dans mon département de l'usine, a commis une fois au moins, et en ma présence, un discours insistant sur le fait que j'habitais dans un appartement HLM qui m'avait été alloué par une municipalité PCF (en fait il l'avait été à mon épouse trois ans auparavant), preuve qu'il était tout de même relativement bien renseigné, jamais je n'ai reçu de menaces, jamais je n'ai eu de graffitis de croix gammées sur la porte de cet appartement, contrairement à ce que l'ambiance à Renault-Billancourt aurait pu laisser présager. D'après mon expérience personnelle, le stalinisme, dans le PCF à cette époque, n'était vraiment partagé que par une minorité active, ou plutôt réactive, lorsque ses fiefs matériels et symboliques étaient menacés. À Malakoff, où je ne faisais que dormir et où mon épouse n'apparaissait que comme une mal-pensante parmi d'autres – qui d'ailleurs, tout en ayant mené quelques actions répréhensibles à leurs yeux, coexistait pacifiquement avec les militants du PCF dans le cadre du syndicalisme enseignant –, les permanents et militants locaux du PCF, qui me connaissaient et étaient en gros au courant de mon activité à Renault-Billancourt même s'ils ne me croisaient que très rarement, n'ont jamais agi à mon égard comme leurs "camarades" de l'usine.

5. Un établissement fonctionnel versus existentiel

Considérons les deux textes Anonyme (1970a et b). Leur vocabulaire, hérité de Karl Marx, du marxisme dans tous ses états, du mouvement anarcho-syndicaliste français et espagnol et de Mao-Tse-Toung, mais aussi de la jeunesse des ateliers et des banlieues, me les rend illisibles aujourd'hui. Mais ils ne rendent pas totalement justice aux pratiques auxquelles ils font référence. En 1976, j'ai fait par hasard une rencontre qui m'a marqué avec un jeune ouvrier qui avait travaillé pendant quelques mois fin 1969 dans mon atelier, sous surveillance judiciaire après quelque temps passé en prison, jusqu'à son service militaire qu'il désertât au prix de quelque temps supplémentaire de prison. Il m'a rappelé toutes les actions

éminemment créatrices que nous accomplissions dans cet atelier et que j'avais oubliées, tellement j'étais préoccupé à chaque fois, autant par ce que nous appelions la "consolidation", c'est-à-dire le renforcement de l'organisation à l'occasion de ces actions (voir plus haut), que par la répression qui s'ensuivrait immanquablement. Cela comptait parmi les meilleurs jours de sa vie, alors qu'il avait trouvé depuis à la fois une stabilité personnelle et une compétence professionnelle reconnue.

Concernant Anonyme (1970b), je me contenterai de dire ici qu'un écrivain du PCF, qui a publié à cette époque un livre sur Renault-Billancourt en collaboration avec la section PC-CGT de l'usine, sous le titre *La Forteresse ouvrière*, a écrit très justement qu'il était écrit "dans le plus pur style d'une académie militaire". Il s'agissait d'un bilan d'étape, que j'avais rédigé et soumis aux ouvriers des *Comités de lutte d'atelier* de l'usine, et qui, accompagné de quelques citations de *De la guerre prolongée* de Mao-Tse-Toung, rappelait les dernières campagnes menées et les insérait dans une stratégie d'encerclement des chaînes de montage de l'Île Seguin à partir des départements périphériques (aux départements 49 et 74, il fallait ajouter le département 38, c'est-à-dire celui des presses, et les fonderies), de la porte de l'usine et des petites entreprises, cafés et lieux d'habitation environnants. Son intérêt, me semble-t-il aujourd'hui, à part le rappel factuel de l'agitation à Renault-Billancourt durant cette période, est de montrer que l'action interne à l'usine était en étroite relation avec l'action externe, celle de ce que nous appelions la "détachement", qui était composé d'étudiant(e)s et organisé par B. Leroux, étudiant, traducteur de bandes dessinées américaines, musicien folk et ami regretté.

Dans Anonyme (1970a), qui consiste en un entretien des deux établis "historiques" de la GP à Renault-Billancourt avec C. Jambet et qui, bien que plus dirigé vers l'extérieur que le précédent, est tout aussi illisible pour moi aujourd'hui, ce qui me semble intéressant, c'est le point de vue que j'exprimais concernant l'établissement à travers une critique, sans doute en partie injuste, d'autres "établis" : "Si des gars vont en usine pour prendre des contacts mais font leur petit travail bien tranquillement, la bourgeoisie s'en fout. Comme elle se fout des trotskystes établis depuis 10 ou 20 ans. Au fond, il ne s'agit pas du problème de l'établissement, mais du problème de l'agitateur révolutionnaire, dont l'établissement est un moyen". Un peu plus loin dans cet entretien, j'insiste sur l'intérêt, de ce point de vue, de la différence que je percevais entre l'établi et les autres ouvriers : craindre moins qu'eux le licenciement. Si je parle concrètement des actions auxquelles j'ai personnellement participé, je ne parle qu'abstraitement de l'établi particulier que j'étais : un ingénieur centralien ayant une histoire particulière.

Cette mise à distance dans ces textes de tout aspect existentiel dans mon établissement, comme d'ailleurs dans l'action des étudiant(e)s du "détachement", comporte rétrospectivement une part de vérité, mais seulement une part. Effectivement, je me considérais essentiellement comme investi d'une mission, et non pas comme venant changer de peau en partageant la vie ouvrière. En Octobre 1967, deux ami(e)s, établi(e)s à Concarneau (à la suite de mes enquêtes économiques et sociales durant la grève des marins pêcheurs du début 1967 et durant l'été de cette même année, dans le cadre de la *Commission Analyse concrète* de l'UJCML, voir plus loin), l'une dans les conserveries, l'autre comme docker épisodique, m'avaient pressé de venir m'établir avec eux. Les circonstances m'avaient empêché de le faire, même plus près de mon domicile. Mais j'envisageais alors l'établissement de cette façon romantique : aller loin de chez soi pour abandonner tout lien avec ma vie antérieure, même si mon origine sociale ne me poussait pas à abandonner grand chose. Après Mai 1968 et tous les liens qui s'étaient tissés entre ouvriers et étudiants à cette occasion, même seulement provisoirement, l'établissement m'apparaissait effectivement comme un choix pragmatique, et non pas comme un choix existentiel.

Rétrospectivement, je pense que ce n'était seulement qu'un aspect de mon établissement. Revenons à mon origine sociale. Ma mère avait débutée comme arpette à 14 ans dans une entreprise paternaliste, *Modes & Travaux*, elle était devenue chef du "service manutention" de cette entreprise, un service qui manutentionnait des pelotes de laine et des patrons de mode et les expédiait, où elle dirigeait quelques personnes. Mon père, lui, était titulaire d'un Brevet technique de dessin industriel et était employé dans le service de publicité d'une entreprise de matériel agricole, où, à cette époque, la publicité passait par des dessins d'intérieurs de moteurs. Il a été promu comme cadre, sans qu'il n'encadre jamais qui que ce soit, à la toute fin de sa carrière, quelques années après mon licenciement de Renault, afin de lui assurer une meilleure retraite pour bons et loyaux services. Les projets de mes parents en ce qui concerne mon avenir étaient forts et se traduisaient par un soutien financier sans faille à mes études. Ils avaient tendance à se présenter à moi comme un destin, mais avec la particularité que ce destin était totalement indéterminé, vu le manque d'expérience de mes parents et de leurs quelques rares connaissances et relations familiales conservées en ce qui concerne la vie des couches sociales supérieures qu'il visaient à me faire rejoindre. Dans ce cadre, mon établissement constituait une rupture violente vis à vis de ce destin et son côté fonctionnel coexistait avec un fort sentiment de culpabilité relativement aux efforts passés de mes parents pour me faire accomplir des études supérieures. Je ne suis cependant devenu pleinement conscient de ce sentiment de culpabilité qu'immédiatement après la dissolution de la GP, lorsque j'ai eu et pris le temps de me soucier de mon engagement dans les situations auxquelles je m'étais confronté, juste avant de m'établir de nouveau à Rhone-Poulenc-Vitry. Cet établissement à Renault-Billancourt était aussi l'une des suites de ce qu'avait eu de révoltant pour moi l'École centrale, son idéologie "Vous êtes les futurs chefs", son enseignement lamentable dispensé par des ingénieurs centraliens lamentables, et la majorité de ses étudiants qui se prenait déjà pour l'élite de la nation. Pareillement, j'ai pris conscience plus tardivement encore du caractère scandaleux de mon diplôme d'ingénieur de l'École centrale pour les permanents et délégués CGT et, sans doute aussi, pour une bonne part des ouvriers professionnels français de Renault. Pour eux, le syndicalisme et le PCF avaient certainement représenté, à un moment de leur vie au moins, une façon d'échapper par le haut, c'est-à-dire en œuvrant pour la collectivité et non pas en choisissant l'égoïsme et les compromissions de la promotion sociale, à la situation ouvrière. Comme mes parents, quelques années auparavant, ils rêvaient de diplômes d'ingénieurs pour leurs enfants. Leur haine à mon égard ne tenait pas seulement à la divergence politique et à la protection de leurs pouvoirs acquis dans l'usine, mais aussi à la terreur devant l'avenir que mon existence dessinait pour leurs enfants. Lorsque j'étais établi, je ne voyais essentiellement dans ce diplôme d'ingénieur qu'une difficulté conjoncturelle – j'aurais préféré être un intellectuel, voire un homme "sans qualités". Si j'y voyais aussi une opportunité pédagogique – grâce à son caractère scandaleux – de révolution à long terme des esprits, c'était de façon très secondaire et je l'ai très peu mise à profit. Ce n'est pas seulement ce que nous avons écrit une fois dans un tract lorsque j'ai commencé à être dénoncé comme l'"ingénieur policier fasciste Theureau". Nous y croyions. Quand je dis "nous", c'est pour inclure les jeunes ouvriers français et les ouvriers immigrés de tous âges qui participaient aux *Comités de lutte d'atelier* ou sympathisaient plus ou moins avec leurs actions, pour qui un diplôme de l'École centrale ne représentait rien, c'est-à-dire se situait radicalement en dehors de leur monde propre.

6. Entre mon licenciement de Renault-Billancourt et mon établissement à Rhone-Poulenc-Vitry

Jusqu'en Janvier 1971, j'ai continué à militer à Renault-Billancourt, mais cette fois à la porte. Puis, de retour au *Comité exécutif* de la GP, j'ai partagé mon temps jusqu'à l'été entre le reste

de la région parisienne et la région de Flins (en particulier Renault-Flins). Mon année 1971-1972 a été particulièrement pénible : j'ai couru après mon ombre entre ce reste de la région parisienne, la focalisation sur certains secteurs de celle-ci, quelques incursions ponctuelles dans des groupes GP de province et la participation au comité de rédaction de *La Cause du Peuple*, tous en crise plus ou moins larvée ou manifeste, ce qui m'a littéralement épuisé, physiquement et moralement du fait de mon impuissance à comprendre et résoudre cette crise multiple. Durant l'année 1972-1973, alors que j'étais responsable d'une campagne pour la carte de travail des travailleurs immigrés impulsée par la GP, en collaboration avec les intellectuels et ouvriers du *Mouvement des Travailleurs Arabes* (l'une des nombreuses organisations autonomes que nous avons contribué à créer), j'ai été confronté à la rupture avec ces intellectuels et ouvriers au moment de l'attentat du FPLP (*Front Populaire de Libération de La Palestine*) sur les athlètes israéliens à Munich, qu'ils soutenaient contrairement à la GP, rupture qui était survenue au milieu de cette campagne et l'avait empestée. J'ai pu aussi constater l'échec parallèle, sous forme de caricature, de l'organisation nationale des *Comités de lutte d'atelier*, l'organisation conçue – sinon réalisée – comme autonome à laquelle nous attachions le plus de prix.

Durant ces années, mon établissement à Renault-Billancourt s'est régulièrement rappelé à moi, malgré mon éloignement de cette usine. J'y ai perdu deux amis à une dizaine de jours d'intervalle. Le premier l'a été par suicide, L. Renié, l'un de mes rares amis conservés de l'*École centrale*, devenu depuis peu professeur dans cette école après plusieurs années comme ingénieur dans la sidérurgie lorraine, qui n'appartenait pas à la GP, restait attaché à son éducation chrétienne et à son passé de militant chrétien, mais côtoyait certains de mes amis plus récents dans le *Comité de Secours Rouge* de Boulogne qui intervenait à Renault-Billancourt, et me prêtait quelquefois son appartement pour des réunions du *Comité exécutif* – "le socialisme est trop loin", m'avait-il écrit en me léguant sa voiture. Durant ses études à l'*École centrale*, il avait profité de sa réputation de bon chrétien, de l'adresse de son appartement familial dans les beaux quartiers de Paris et des circonstances du décès de son père ingénieur (une explosion lors d'un essai technique) pour avoir, le premier historiquement, l'autorisation d'interrompre ses études pour passer un an comme ouvrier dans la sidérurgie lorraine, ce qui m'était totalement impossible. Ses descriptions saisissantes de certains postes de travail me restent encore en mémoire, par exemple celui d'une ouvrière qui passait sa journée à contempler son image dans un ruban de métal et contrôlait la qualité de ce dernier grâce aux déformations de cette image. L'autre l'a été par assassinat à la porte de Renault, P. Overney, ex-ouvrier sur l'Île Seguin, qui avait été licencié pour avoir mené la manifestation au même endroit qui m'avait libéré de ma séquestration (dans le local des gardiens situé à l'entrée de mon département de l'usine) à la suite de mon propre licenciement.

Deux autres de ces rappels à moi de mon établissement à Renault-Billancourt continuent à m'interroger. Lors du procès de l'assassin de P. Overney, où j'avais été convoqué par ses avocats, le *Comité exécutif* de la GP a décidé de ne pas parler du tout des appels à la violence et des voies de fait de la part du PC-CGT et de mettre l'accent sur l'unité ouvrière contre les milices patronales. Effectivement, le risque était grand que l'assassinat soit oublié au profit de la petite histoire d'un affrontement de groupuscules concurrents, le PC-CGT et la GP, ce que visaient sans doute les avocats de l'assassin avec la complicité des juges, comme le déroulement du procès l'a montré. J'étais donc d'accord avec cette décision, mais je me demande encore aujourd'hui si cette politique du mensonge par omission était parfaitement raisonnable. Quelque temps auparavant, s'était produit un fait divers. Hacène était un ouvrier spécialisé marocain du département des fonderies, où il effectuait un travail de force dans des conditions de haute température. Il sympathisait avec les *Comités de lutte d'atelier*, ce qui avait suffi aux cadres du PC-CGT, qui étaient en force chez les ouvriers professionnels de ce

département, pour le harceler, comme j'en ai été une fois témoin, ainsi que de sa réaction vigoureuse et efficace, à quelques mètres de moi : une bande du PC-CGT avait entrepris de nous empêcher de distribuer des tracts à la porte de l'usine et l'un de ses membres a aperçu Hacène parmi les ouvriers qui étaient au spectacle sur le côté ; il a crié en s'avançant vers lui "Celui-là est avec eux !" ; en un éclair, comme on dit, Hacène a sorti un rasoir d'un réceptacle derrière son cou, a entaillé avec une précision redoutable le front de son premier agresseur, superficiellement mais suffisamment pour que le sang coule sur ses sourcils, et rengainé ce rasoir. Fin de l'agression ! Cet événement était resté seulement dans la mémoire des protagonistes et des ouvriers présents, contrairement au fait divers dont je vais parler maintenant. Hacène avait porté un coup de couteau un soir à un ouvrier spécialisé portugais qui collait des affiches devant l'usine, le blessant de façon plus sérieuse. Je connaissais ce dernier car il travaillait dans l'atelier de chromage proche du mien (dont je parlerai plus loin car les conditions de travail y étaient particulièrement scandaleuses). Il était membre du PC portugais, donc associé au PC-CGT, avait toujours refusé de me parler, mais n'avait jamais participé aux actions violentes organisées par ce dernier. Si Hacène n'était pas à proprement parler un ami, il s'en rapprochait beaucoup malgré notre écart social et culturel et j'étais heureux de parler de temps en temps avec lui devant un café, dans le bar proche de l'entrée commune à nos deux départements, de sa vie passée, de ses jugements sur la situation présente et de nos philosophies personnelles respectives. La presse s'était emparée de ce fait divers pour en faire un effet de la politique de la GP et, bien sûr, vu ses sources, de m'en rendre responsable. J'ai dû écrire une lettre rectificative au journal *Le Monde*. Je ne sais toujours pas d'où est venue et comment s'est déroulée cette altercation. Mes amis de la GP de Renault-Billancourt, qui n'en avaient pas été témoins et avaient eu beaucoup de mal à recueillir des témoignages fiables du fait qu'elle s'était passée dans la zone de la Porte Zola, contrôlée alors par le PC-CGT, m'ont dit que les affiches appelaient à un meeting avec la "*Passionaria*" du PC espagnol en exil, ce qui expliquerait la présence parmi eux de mon collègue ouvrier du PC portugais et la confusion de la part de Hacène, la nuit tombée, entre la photo de cette "*Passionaria*" et la dirigeante israélienne qu'il haïssait sans doute, Golda Meir. Lorsqu'il est sorti de prison quelques mois plus tard, Hacène est venu me voir à mon domicile mais ne m'en a rien dit, me reprochant seulement de lui avoir nui lors de son procès en considérant comme un fait acquis dans cette lettre au *Monde* qu'il avait bien donné ce coup de couteau, alors qu'à ce procès les seuls témoignages avaient été en sa défaveur mais trop visiblement commandités par le PC-CGT pour ne pas apparaître comme suspects. J'en parle ici car, d'une part, même si Hacène était loin d'être représentatif des sympathisants des *Comités de lutte d'atelier*, son cas me rappelle aujourd'hui qu'à Renault j'avais de drôles d'amis (l'événement dont j'ai parlé plus haut m'avait permis de prendre la mesure de sa violence mais n'avait rien changé dans nos relations), d'autre part, même si son acte n'était pas un effet direct de la politique de la GP, il était au moins un effet indirect de la "guerre" entre les *Comités de lutte d'atelier* et le PC-CGT. Là aussi, je ne suis pas sûr aujourd'hui que la réponse politique donnée alors par mes camarades de Renault et moi-même à cette altercation entre deux ouvriers immigrés, victimes tous deux, de conditions de travail particulièrement éprouvantes, ait été satisfaisante.

Selon H. Guillemin (dans Guillemin, 1987), au moment de Thermidor, Robespierre et Saint-Just étaient exsangues et la mort pouvait leur apparaître comme un repos enfin gagné. Je n'en étais pas tout à fait là à l'issue de cette année 1972-1973 et la révolution distribuée localement et temporellement que nous nous efforcions de réaliser était sans commune mesure avec la Révolution française, mais j'étais épuisé. De plus, pour des rousseauistes comme Robespierre et Saint-Just, l'échec de l'instauration du culte de l'Être suprême marquait l'échec de tout espoir de consolidation de la Révolution française. D'où l'effet de révélation qu'a provoqué chez moi la lecture de cet ouvrage de H. Guillemin, quelque temps après l'auto-dissolution de

la GP. Cette lecture m'a permis de mieux relier échec personnel et échec collectif. Cette autodissolution s'est étalée entre Octobre 1973 et Février 1974, sauf, pour être précis, en ce qui concerne la GP de la région toulousaine. J'avais d'ailleurs devancé l'appel puisque j'avais demandé en Juin 1973 à être libéré de mes fonctions dirigeantes, ce qui me fut accordé. Ce n'était pas mon établissement à Renault-Billancourt qui m'avait épuisé, mais bien mon activité paradoxale de dirigeant d'une organisation qui se proclamait antiautoritaire et qui, au moins depuis Juin 1971, d'après mes retours réflexifs après-coup, était entrée dans une crise fatale, et moi avec elle. Depuis, j'étais donc devenu un militant de base, puis un individu isolé. J'avais en particulier rejoint un *Groupe d'Information Santé* (GIS), qui regroupait des médecins, avocats et professionnels de la santé sur le modèle du *Groupe d'Information Prisons* (GIP) et ne m'avait pas accueilli avec plus d'enthousiasme que le petit groupe d'intellectuels établis et d'ouvriers de Renault-Billancourt dont j'ai parlé plus haut. C'est dans cette situation et avec ce sentiment d'échec personnel et collectif que je me suis établi à Rhone-Poulenc-Vitry, en Février 1974.

7. Un retour réflexif et prospectif

Mon établissement à Rhone-Poulenc-Vitry se présente donc de façon très différente du premier. Nous venions de tenir l'assemblée finale de dissolution de la GP, après une période de transition ouverte, comme je l'ai rappelé dans la section précédente, en Octobre 1973 par la proposition d'effectuer cette dissolution de la part de ce *Comité exécutif*. Depuis près d'un an, suite à une proposition transmise au comité de rédaction de *La cause du peuple* un jour où je m'y trouvais, j'étais salarié à mi-temps sous contrat à durée déterminée dans un laboratoire d'ergonomie (le *Laboratoire de Physiologie du Travail et d'Ergonomie* du CNAM) pour rédiger un rapport sur les *Méthodes et critères de l'aménagement ergonomique du travail industriel : L'expérience méthodologique des équipes ergonomiques de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier* (sic). Entre mon licenciement de Renault et ce contrat, j'avais été un "permanent aux pieds nus", c'est-à-dire sans un sou, donc vivant avec notre fils sur le salaire d'institutrice de mon épouse.

J'ai d'abord profité de ce processus de dissolution de la GP pour effectuer le travail de rassemblement des éléments pour ce rapport à la *Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier*, que je n'avais pas effectué durant l'année précédente, mais qui m'avait donné à manger. Ce travail a été l'occasion d'un retour critique sur mon activité à Renault-Billancourt. Des chercheurs de ce *Laboratoire de Physiologie du Travail et d'Ergonomie* du CNAM, dans lequel j'effectuais ce travail, avaient développé, en général dans le cadre d'accords entre syndicats et directions d'entreprises mais quelquefois seulement sur demande syndicale, des analyses fines des activités de travail en situation réelle d'ouvriers (et ouvrières) non qualifié(e)s. Je les ai accompagnés dans une usine sidérurgique du Nord de la France où ils recueillaient des données empiriques sur les effets physiologiques des vibrations, ce à partir des postes de travail d'ébarbage au marteau piqueur et de conduite de ponts roulants. Ce fut l'occasion pour moi d'une révélation sur les conditions de travail que j'avais rencontrées à Renault-Billancourt sans chercher à en savoir plus sur elles.

J'avais alors participé à l'organisation de campagnes centrées sur des phénomènes massifs (les cadences infernales, le despotisme et le racisme répandus chez les membres de la hiérarchie, déjà cités plus haut) et sur des gros scandales en matière de conditions de travail, plus précisément, les conditions de travail dans un atelier de chromage proche du mien, dont les ouvriers, tous immigrés, sortaient tous les soirs décomposés, et l'absence de dispositif de sécurité sur les ponts roulants d'un département de presses d'emboutissage pareillement proche, qui s'était traduite par la mort par décapitation d'un ouvrier professionnel de maintenance. Ces phénomènes massifs et ces gros scandales étaient ceux qui, dans ma / notre pensée, étaient les plus susceptibles de rencontrer l'adhésion du plus grand nombre. C'était là

un autre symptôme de ce qui nous restait de la vision politique du monde. Nous critiquions les grèves passives organisées par le PC-CGT comme soutien à ses négociations avec la direction de l'entreprise, mais les remplacions par une activité politique ouvrière que nous concevions pareillement comme étant – ou devant être à terme – de masse. Rétrospectivement, le cas des postes de soudure m'a frappé. Ils se trouvaient dans mon département, avoisinaient même mon atelier et plusieurs ouvriers immigrés portugais y étaient des sympathisants des *Comités de lutte d'atelier* et participaient à certaines de nos actions clandestines. Les conditions de travail à ces postes de soudure ne constituaient pas un scandale à proprement parler, mais les dispositifs d'aération et de protection étaient insuffisants, les cadences et les postures éprouvantes. Je n'ai jamais eu l'idée d'enquêter sérieusement sur ces postes, alors même que j'en avais les moyens. Sans que j'en sois conscient, le détail et la singularité des situations ne m'intéressaient que si je pouvais ramener à ces phénomènes massifs les spécificités (à tel atelier, à tel poste de travail) perçues et exprimées par les ouvriers sans avoir besoin de faire appel à des savoirs extérieurs. Cependant – c'est ce que j'en conserve aujourd'hui de positif – cette politique suscitait l'initiative de chacun(e) en ce qui concerne ce qui lui apparaissait, toujours sans qu'il y ait besoin de faire appel à des savoirs extérieurs, comme préjudiciable à sa santé, sa sécurité et son épanouissement et pouvait être ramené à ces spécifications de ces thèmes massifs. C'est seulement après avoir mené ce travail dans ce laboratoire de recherche ergonomique que j'ai réuni en 1975, à l'*Institut de la soudure*, les éléments d'un dossier destiné à ce qui restait alors des *Comités de lutte d'atelier* aux *Chantiers de l'Atlantique* à St Nazaire.

J'ai aussi rencontré à l'occasion de ce travail, y compris en les accompagnant dans l'une des usines où ils opéraient, des ergonomes italiens : un architecte, un médecin et un toxicologue, sous la houlette d'un directeur de la *Clinica di Lavoro* de Milan, de vieille noblesse piémontaise, membre du *Rotary-Club*, qui m'a beaucoup appris mais auquel ses collaborateurs reprochaient de tenir un double discours, l'un pour les ouvriers, l'autre pour les chefs d'entreprise. Dans le cadre de contrats passés avec les directions d'entreprise, ces ergonomes collaboraient avec les *Conseils d'usines* – qui avaient été le produit du "Mai rampant" italien et avaient à cette époque pour mot d'ordre "La santé de se paye pas !" ("*La salute non si paga!*"), sous-entendu "par des primes d'insalubrité" –, dans des études empiriques des postes de travail dans une perspective de transformation et de conception technique et organisationnelle de ces derniers. Sans cette rencontre, la révélation initiale n'aurait eu qu'une vertu critique et éventuellement revendicative, car elle ne débouchait que sur des descriptions et des explications des liens entre, d'un côté, santé, accidents et fatigue, de l'autre, les caractéristiques des postes de travail.

La conjonction de ces deux rencontres ergonomiques, la française et l'italienne, et de ce retour réflexif sur mon établissement à Renault-Billancourt débouchait pour moi sur un projet pratique de transformation sociale : le développement d'une ingénierie des situations de travail qui aurait pour critères l'amélioration de la santé et de la sécurité, ainsi que l'épanouissement de ces ouvriers (et ouvrières) non qualifié(e)s, et passerait par leur collaboration à l'analyse et à la conception de leurs situations de travail. Ce projet rejoignait pour moi, par un autre biais, une obsession de la GP, en particulier à Renault-Billancourt : développer moins la dénonciation ou la revendication que la réalisation immédiate d'une démocratie directe et, *via* des actions de ralentissement voire d'arrêt par sabotage des chaînes de montage, ou, mieux, des occupations d'usines et des séquestrations de cadres dirigeants, susciter des moments de fête et de création collective.

8. Un établissement ergonomique

Lorsque je me suis établi à Rhone-Poulenc-Vitry, j'étais toujours salarié à mi-temps sous contrat à durée déterminée dans ce *Laboratoire de Physiologie du Travail et d'Ergonomie* du

CNAM et j'ai poursuivi ce travail à mi-temps tout en travaillant à plein temps à Rhone-Poulenc — c'est ce qui d'ailleurs m'a fait dénoncer à l'entreprise par un employé zélé de la *Sécurité Sociale*. Mon projet était purement personnel et il m'est moins difficile d'en parler que de mon établissement à Renault-Billancourt. Il entretenait cependant une relation ténue, d'une part, avec le *Groupe d'Information Santé* (GIS), d'autre part, avec quelques ancien(ne)s militant(e)s de la GP qui habitaient dans cette partie de la banlieue parisienne. Ce projet personnel était, non seulement de revenir directement à la réalité sociale après plusieurs années d'activité dirigeante, mais aussi d'expérimenter une nouvelle relation, plus concrète et plus technique, entre ouvriers et intellectuels, à travers la question des conditions de travail. Durant les quelques mois de ma présence dans cette usine, j'ai ainsi eu l'occasion : de dénoncer les mensonges de la pseudo-formation dispensée aux ouvriers spécialisés nouvellement embauchés et d'y co-développer quelques actions de contestation ; de pointer un risque pour la sécurité d'une broyeuse que je devais nettoyer à la main lorsqu'elle se bouchait (deux boutons de marche-arrêt situés, l'un près de la broyeuse, l'autre près d'une autre machine à l'autre bout de l'atelier) ; de dénoncer les conditions de fabrication épisodique d'un acide (aucune protection personnelle, aucune ventilation alors que l'opérateur, c'est-à-dire moi-même, se trouvait au milieu de vapeurs chargées de cet acide) ; de participer à une campagne syndicale contre l'insécurité d'un autre poste de travail (l'opérateur en titre y opérait seul car personne d'autre que lui n'en supportait les conditions ; quelques jours après son départ en retraite, il décédait d'un cancer généralisé) ; de distribuer des fiches toxicologiques photocopiées sur le Bismuth (mon atelier) et d'autres produits (dans les ateliers où j'avais des contacts). À part cette dernière sorte d'action, tout cela n'est pas original et pourrait constituer la routine d'un militant syndical d'entreprise, intéressé et exercé tant soit peu à enquêter sur les activités de travail et leurs contraintes et effets, tant qu'il n'est pas licencié ou est devenu délégué syndical pour ne pas l'être. J'ai d'ailleurs reçu, ce faisant, l'aide de délégués syndicaux de diverses obédiences.

À Renault-Billancourt, j'avais participé, comme je l'ai écrit plus haut, à des campagnes centrées sur des phénomènes massifs et des gros scandales en matière de conditions de travail, et je ne m'étais pas plus intéressé au détail des trois postes de travail que j'ai occupés qu'à celui des postes de travail de mes voisins. C'est seulement après-coup que l'expérience relative à ces postes de travail a alimenté ma réflexion de praticien et de chercheur en ergonomie. Pour illustrer ce point, considérons mon premier poste de travail : une machine-outil, insérée dans une chaîne à rouleaux, dont on devait refermer les portes après avoir positionné la pièce à usiner et avant de déclencher l'usinage, pour ne les ouvrir qu'après réalisation de cet usinage. Constatant l'impossibilité de réaliser la cadence imposée en suivant cette procédure, j'avais rapidement imité mes voisins, en amont et en aval de la chaîne, et gagné du temps en ouvrant les portes avant la fin de l'usinage. Cela m'a valu, une quinzaine de jours après mon embauche, un copeau métallique dans l'œil, une visite à la *Médecine du Travail* et tout le "cirque" de la sécurité : l'ingénieur de sécurité et le chef de département "descendant de cheval" pour m'imposer, à moi seul au milieu de postes de travail semblables, le port de lunettes de sécurité, d'où une dégradation supplémentaire de ma performance. Une semaine après, l'incident était oublié et je pouvais retirer ces lunettes de sécurité et faire comme tous mes compagnons, y compris recommencer à ouvrir les portes avant la fin de l'usinage. Quelques semaines plus tard, je pouvais réaliser ainsi la cadence imposée sans de nouveaux copeaux dans l'œil, à la suite d'un processus d'appropriation du poste de travail resté largement non conscient. Après coup, j'ai pu retrouver à propos de ce poste de travail les résultats de diverses études ergonomiques, d'une part sur les transformations de l'activité de travail, la fatigue et la gêne induites par le port d'instruments individuels de protection, d'autre part sur les écarts relativement aux procédures de sécurité nécessaires à la réalisation de la performance imposée. J'ai pu aussi disposer d'une expérience personnelle lorsque j'ai

contribué à introduire dans la recherche sur les activités humaines les thèmes de l'appropriation, ou intégration au corps propre, des outils et machines par leurs opérateurs, et des obstacles à la désappropriation, lorsque cette appropriation avait abouti à des comportements comportant des effets à long terme négatifs, des troubles musculo-squelettiques (TMS) par exemple. Sur le coup, je n'ai rien fait d'autre que dénoncer ce "cirque" de la sécurité qui, pour mes compagnons, constituait une évidence et n'était qu'une composante parmi d'autres du travail industriel. À Rhone-Poulenc-Vitry, au contraire, ma sensibilisation ergonomique récente m'avait donné le sens de ce détail, comme en témoigne la partie de la liste rappelée ci-dessus de mes "actions" qui concerne mes propres postes de travail. Par contre, à Renault-Billancourt comme à Rhone-Poulenc-Vitry, j'ai constamment développé une réflexion sur ma propre activité politico-culturelle, et, lorsque j'ai été conduit, plus tard, à élaborer des notions et méthodes d'analyse des activités de travail, je l'ai fait de telle sorte qu'elles soient auto-réflexives, c'est-à-dire puissent décrire et expliquer aussi bien ces activités de travail que mon activité de recherche d'alors et mon activité politico-culturelle passée.

Après mon licenciement, un CRU (*Comité Révolutionnaire d'Usine*), que je venais juste de rencontrer et qui ne m'a laissé aucun souvenir, a diffusé une série de tracts (qui sont sans doute restés en ma possession car ils n'intéressaient pas le groupe de travail qui a œuvré pour la *Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre (BDIC)* et dont j'ai parlé plus haut). L'un d'entre eux citait une déclaration de ma part dont quelques extraits ci-dessous — à lire en s'efforçant d'oublier sa rhétorique au profit de son contenu — montrent que j'avais ainsi expérimenté une position ou fonction différente de celle de l'intellectuel révolutionnaire abstrait qui avait été la mienne à Renault-Billancourt alors même que mon titre d'ingénieur faisait constamment ressurgir le concret : *"Un camarade vient d'être licencié. Voici son point de vue : « Entré à l'usine en Février 74, ouvrier au Bismuth après les 5 semaines de "formation professionnelle", je viens d'être licencié le 19 Juin à 14 H, sans motif officiel sur la lettre de licenciement, mais un motif donné oralement par le chef du personnel : j'ai eu il y a 9 ans un diplôme d'ingénieur que je n'ai pas déclaré à l'embauche, et pour cause puisque je voulais travailler comme ouvrier. Il est rigolo de préciser que le choix m'était laissé entre le licenciement immédiat et la "démission pour convenance personnelle" en échange de laquelle la direction m'accordait quand même le fric des 15 jours de préavis de licenciement. Le point de vue des travailleurs de mon atelier sur mon cas étant : "c'est normal. D'ailleurs, à peine arrivé, il n'était jamais content et voulait tout changer dans l'atelier", une lutte contre mon licenciement est évidemment vouée à l'échec. Cependant je pense que : 1°) Il est juste de revendiquer le droit pour des gens passés par l'Université capitaliste de faire un travail autre que celui pour lequel ils ont été formés et déformés. D'ailleurs, si, à la suite d'une série d'erreurs de jeunesse, je me suis trouvé en 1965 avec un diplôme d'ingénieur, j'ai depuis plus exercé les métiers d'OS que d'ingénieur. 2°) Le patronat parle actuellement d'amélioration des conditions de travail, d'adaptation du travail à l'homme, et recycle certains de ses ingénieurs et cadres dans l'étude des moyens pour jeter de la poudre aux yeux des travailleurs sur ces questions. En travaillant comme ouvrier, j'avais comme objectif principal de voir avec les travailleurs et techniciens comment lutter pour une réelle transformation des conditions de travail. Quand on connaît de l'intérieur l'usine, on sait qu'il y a beaucoup à faire dans ce "grand trust moderne" face à des conditions de travail du 18^{ème} siècle et l'hypocrisie de l'encadrement. C'est pourquoi j'avais commencé à participer aux activités du CRU sur les conditions de travail et la santé. 3°) Enfin, les ruses de Sioux employées pour me licencier sans bruit (convocation à un guet-apens en fin de journée au Service administratif par Mme X à la suite d'un accident de travail, puis la proposition malhonnête de démission) concernent directement tous les*

travailleurs de l'usine ». Suivait une invitation à en discuter dans un local situé "derrière l'église de Vitry". Tout un programme, même s'il est formulé à travers une rhétorique datée ! Ce que j'ai écrit dans ce tract, juste après mon licenciement, de l'attitude des ouvriers de mon atelier, celui du Bismuth, était vrai, mais cela n'empêchait pas les sentiments. Lorsque je suis retourné clandestinement dans l'usine, en profitant de la pause du déjeuner, dans l'espoir de récupérer quelques affaires et pour faire les adieux que je n'avais pas pu faire, mes collègues d'atelier m'ont repéré de loin et ont retardé leur retour au travail de plus d'une heure pour s'excuser auprès de moi de ne rien faire contre mon licenciement et pour m'exposer toutes les luttes menées depuis Mai 68 auxquelles ils avaient plus ou moins participé, ce qui a donné lieu à une véritable séance de psychothérapie familiale — sauf moi, c'étaient des "anciens" qui se connaissaient de longue date —, certains reprochant à d'autres telle ou telle attitude ou action durant ces luttes passées et moi m'efforçant d'appliquer à ce cas nouveau les leçons mal digérées de la psychanalyse existentielle. En plus de cette réflexion sur l'intérêt d'un regard ergonomique dans le cadre d'un partage durant un temps suffisant du sort des ouvriers les plus exposés aux risques professionnels et, plus largement, au despotisme d'usine, j'ai aussi tiré de cette expérience une vision plus réaliste de la variété des situations usinières et donc aussi des conditions des luttes ouvrières (ce qui me ramenait au passé de la GP où la tendance avait été forte, durant la période 1971-1973, de généraliser de façon insuffisamment réfléchie l'expérience de Renault-Billancourt, une entreprise très particulière, comme j'ai essayé de le montrer plus haut) et des modalités d'analyse et de transformation de ces situations (ce qui, au contraire, ouvrait sur un éventuel avenir de recherche empirique et technologique).

Après mon licenciement de Rhone-Poulenc-Vitry, j'ai encore tenté de m'inscrire dans une formation de tôlier chaudronnier, cette fois dans le cadre d'un projet collectif, élaboré avec quelques amis intellectuels et ouvriers issus de la GP, qui visait le développement de l'enquête-intervention à divers niveaux de la réalité sociale, dans lequel la question des conditions de travail ne constituait qu'une question parmi d'autres. L'attitude soupçonneuse du médecin pratiquant la visite d'embauche, jointe aux mauvais souvenirs que m'avaient laissés mes mensonges sur moi-même à mes collègues de travail qui avaient nécessairement accompagné mes faux certificats de travail jusqu'au moment où j'avais été dénoncé publiquement comme ingénieur (un an après mon embauche, à Renault ; lors de mon licenciement, à Rhone-Poulenc) — pour ne pas parler de mes opérations chirurgicales successives d'un genou endommagé lors d'un accident de trajet et de la fatigue de mes proches —, m'ont fait réaliser que ce genre d'aventure était terminé pour moi. C'est d'ailleurs alors que j'ai vraiment pris conscience *a posteriori* du contexte extérieur dans lequel s'était déroulé mon établissement à Renault-Billancourt : après Mai 68, une partie de la petite bourgeoisie intellectuelle française, jusqu'à ses membres les plus prestigieux comme J.-P. Sartre, M. Foucault, G. Deleuze, etc., ainsi que de larges secteurs d'ouvriers et d'agriculteurs, éprouvaient une sympathie pour cette sorte de pratique, même lorsque cette sympathie était accompagnée de critiques portant sur notre "maoïsme" très particulier. En 1974, cette sympathie s'était usée et l'intellectuel établi, *a fortiori* s'il était ingénieur — je pense aussi à ce que m'a raconté un ami établi qui avait été auparavant neuro-chirurgien —, apparaissait déjà plus comme un original, voire un cas pathologique, que comme un exemple à suivre si l'on en avait la vocation. D'ailleurs, en Janvier 1974, avant de m'établir à Rhone-Poulenc, j'avais écrit et diffusé en vue de sa discussion dans le laboratoire d'ergonomie où j'étais salarié à mi-temps un texte non publié intitulé *L'intervention ergonomique : question de méthodes*. Après avoir tiré le maximum de K. Marx et de A. Gramsci en la matière, fait référence à l'affaire LIP et introduit quelques naïvetés (une prévision de développement de la révolte ouvrière en Europe et une confiance sans réserves envers les statistiques chinoises d'accidents du travail de l'époque !), je le concluais ainsi : "Eh bien, ce texte n'est finalement qu'un appel à

supprimer tous les intermédiaires entre la prière simple et l'intervention ergonomique (...). Deux moyens y sont présentés pour ceux qui voudraient répondre à cet appel : aller voir les travailleurs en lutte ; acquérir une nouvelle conception de la connaissance, [ou encore] remplacer le taylorisme en profondeur, dans sa théorie et sa pratique". Ce texte avait été pris, non pas comme une base possible de discussion, mais comme un acte de guerre, par des chercheurs, enseignants et techniciens qui, trois mois après, à l'occasion des élections présidentielles, signaient unanimement une pétition de soutien à la politique d'union de la gauche du PCF. En conséquence, mon établissement était resté aussi clandestin relativement à ces personnes que relativement aux ouvriers de l'entreprise, ce qui m'enfonçait encore plus dans la solitude. Petit plaisir à signaler cependant, car il est dû aux télescopes surréalistes de la période : lorsque, passant avant ma prise d'équipe de l'après-midi dans ce laboratoire le lendemain de cette élection présidentielle gagnée par V. Giscard d'Estaing, après avoir rencontré quelques unes de ces personnes qui apparaissaient très abattues moralement, j'ai été accueilli par Mr Thu – un médecin sans âge missionné alors en ce lieu par le gouvernement nord-vietnamien pour étudier comment se développait la recherche ergonomique en France –, avec un sourire radieux et une phrase dite avec son accent inimitable : "*Ils avaient oublié que le pouvoir était au bout du fusil*". Si mon passé et ma réputation de "maoïste" lui inspirait une certaine méfiance, malgré les *Comités Vietnam de base* – lui, il avait l'expérience de l'impérialisme chinois ! –, le PCF lui inspirait le même mépris qu'à moi.

9. Un bref moment de réorientation

En fait, ces deux périodes d'établissement, même en leur ajoutant la période de Janvier 1967 à Janvier 1969 précédant immédiatement mon premier établissement (durant laquelle j'avais joué le rôle de "petit facteur de la révolution", développant les relations entre intellectuels établis, ouvriers, agriculteurs et étudiants dans l'Ouest de la France, d'abord dans le cadre d'une dite *Commission Établissement* de l'UJCML, puis dans celui de la direction de la GP) et la période de Novembre 1970 à Juin 1973 entre mon licenciement de Renault et mon retour à la base (durant laquelle j'avais de nouveau endossé ce rôle dans une situation nouvelle), ne représentent finalement pas grand chose en termes de durée relativement à l'ensemble de ma vie. Avant mon établissement à Renault-Billancourt, j'avais été salarié (de l'automne 1966 à l'été 1968), d'abord à mi-temps, puis à plein temps, pour effectuer une étude économique et statistique sur l'agriculture française. J'avais développé, en parallèle, ce que nous appelions une "analyse concrète des situations concrètes", dans le cadre d'une commission homonyme de l'UJCML, puis, après sa dissolution, en compagnie d'un groupe d'agriculteurs issus du MRJC (*Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne*) dont j'ai parlé plus haut. Cette *Commission Analyse concrète*, que je co-organisais, visait à dépasser le journalisme militant dans les mouvements sociaux pratiqué jusqu'alors, ce à travers des enquêtes économiques et sociales, associant des ouvriers et des agriculteurs ou assimilés et visant à éclairer leurs situations et leurs possibilités d'action, en particulier en association avec des étudiants et des intellectuels. Cette *Commission Analyse concrète* a été dissoute, en raison à la fois de la faiblesse de ses résultats (de la mauvaise sociologie et de la mauvaise analyse économique, mais surtout bien peu de contacts militants avec des ouvriers et des agriculteurs ou assimilés) et de l'enthousiasme pour la Révolution culturelle chinoise, en même temps qu'était lancé le mouvement d'établissement, au moment du retour de Chine d'un groupe de dirigeants de l'UJCML, en Septembre 1967. Mais ce groupe d'agriculteurs, accompagné d'un ancien responsable de la JEC (*Jeunesse Étudiante Chrétienne*), auquel s'étaient joints un ami, chercheur en économie agricole, et moi-même, tous deux rescapés de cette *Commission Analyse concrète*, a repris son programme, en même temps qu'il préparait la publication de ses travaux dans une revue chrétienne (voir Collectif, 1968, 1969) : rédaction de textes théoriques et analytiques ; rencontres régulières de discussion ; mise en relation des

agriculteurs et ouvriers du réseau de ce groupe d'agriculteurs avec les établis et étudiants locaux ; organisation des "longues marches", qui consistaient en des séjours de deux à trois semaines d'étudiants et lycéens chez des agriculteurs pour travailler et discuter, dont les premières ont eu lieu durant l'été 1968, qui se situaient plutôt dans l'Ouest de la France mais pas seulement – par exemple, ma dernière intervention sur le terrain a été l'accompagnement, un dimanche de Juin ou Juillet 1969, durant mon établissement à Renault-Billancourt, chez un groupement de producteurs de fromage du Jura, d'un groupe d'étudiants de l'*Université de Vincennes*, accompagnés de leur professeur. Évidemment, ce groupe d'agriculteurs a développé du début à la fin ses formes d'organisation et ses publications de façon totalement indépendante de la GP, même si ce développement a donné lieu à de nombreuses collaborations avec des militants et des dirigeants de cette organisation.

Au total, ces deux périodes d'établissement, prises ensemble et non pas séparément l'une de l'autre, ont abouti à la reprise de ce que j'avais fait – ou plutôt essayé de faire – auparavant, c'est-à-dire développer la collaboration entre diplômés et non diplômés dans la production de connaissances visant à éclairer l'action de ces derniers. Mais elles l'ont réorienté, de l'analyse économique et sociale vers l'analyse, l'aménagement et la conception ergonomiques des situations de travail, puis vers le développement d'un programme de recherche plus large, en analyse des activités humaines et en ingénierie des situations correspondantes, et enfin vers le développement d'un programme de recherche philosophique associé. Cette réorientation a abouti à toute ma carrière professionnelle, à ses difficultés institutionnelles et à ses prolongements jusqu'à aujourd'hui (et donc à un ensemble de publications, voir le site <www.coursdaction.fr> pour leur liste et la possibilité d'en télécharger certaines, dont, dans la rubrique *Préhistoire du programme de recherche*, le texte non publié cité plus haut : *L'intervention ergonomique : question de méthodes*), pour ne pas parler du reste de ma vie. Elle a constitué, au moins en partie, un retour à l'idéal naïf d'ingénierie de ma jeunesse dont le choc de la réalité de l'*École centrale* m'avait détourné. Aujourd'hui, je m'intéresse rarement à mon passé de bon élève intimement révolté, puis de révolté tout court, puis de militant, enfin de chercheur et d'enseignant marginal. Comme auparavant, je suis essentiellement préoccupé aujourd'hui par la réponse à ma question "que faire ?" ici et maintenant. Cependant, c'est relativement à mes brèves périodes d'établissement et à leurs suites directes que l'"énigme de la fidélité" – pour reprendre le titre du texte d'inauguration par B. Lévy en 1979 d'un éphémère *Cercle socratique* – continue à me questionner le plus.

10. Une farce finale

Je terminerai par une dernière suite directe de mon établissement à Renault-Billancourt, qui, elle, est résolument du genre comique. En 1977-1978, j'avais bénéficié d'une bourse de formation par la recherche à l'étude des conditions de travail. C'était la première fois depuis 1968 que j'étais salarié deux années de suite. À l'issue de cette bourse, je me suis retrouvé au chômage et le directeur du service d'ergonomie de la *SERI-Renault-Engineering*, qui quittait son poste et cherchait quelqu'un pour le remplacer, m'a proposé de le faire. Il ne connaissait pas mon passé dans le détail. Une fois mis au courant, il m'a affirmé péremptoirement : "Pas de problème : la SERI est une entreprise totalement indépendante de Renault". Après lui avoir recommandé de résolument jouer les ignorants en cas de problème, j'ai accepté. Après une entrevue avec la directrice de la SERI, une ingénieure centralienne plus jeune, qui m'a parlé avec émotion de l'association des anciens élèves, et un test graphologique, j'ai commencé ma période d'essai. Quinze jours après, mon recruteur me donnait les résultats de mon analyse graphologique : enthousiasmants ! Il me faisait aussi part de la réaction de la directrice : "Il m'avait plutôt fait l'impression de quelqu'un de timide et de renfermé. Comme on peut se tromper !". Elle aurait dû plutôt faire appel à la "science astrologique" qui lui aurait appris pour moins cher qu'il faut se méfier des Gémeaux. Le lendemain, j'étais licencié, suite à

enquête ou dénonciation. Branle-bas à la SERI ! Je revois encore, à mon domicile, sur un canapé branlant, les trois représentants syndicaux (CGT, CFDT, FO) de la SERI, par ailleurs tous membres ou ex-membres de groupes trotskystes concurrents, faire des plans de campagne contre mon licenciement abusif et proposer de mobiliser leurs collègues syndicalistes de Renault-Billancourt, en particulier ceux de la CGT. Effectivement, la *SERI-Renault-Engineering* était un autre monde, même si la police était commune. C'est alors que j'ai entrepris de rédiger une thèse dans le cadre du doctorat d'ergonomie tout juste créé, ce qui m'a permis, quelques mois plus tard, d'être le premier docteur en ergonomie de France, et d'obtenir ainsi ... mon premier contrat à durée indéterminée depuis 1968, dans les marges hors-statut de la recherche publique, donc d'inaugurer mes 28 ans de chercheur et d'enseignant marginal, dans un milieu pour une bonne part à la fois hostile à mon activité passée ramenée à un mythe négatif et étranger à ma moralité passée et présente.

11. Un passé présent ?

Alors, quel sens cela peut-il avoir de parler aujourd'hui de cette expérience d'établissement comme je viens de le faire ? Celui de contribuer à une histoire de cette période ? Éventuellement, mais de façon limitée, du fait des limites de la conscience réflexive en général et de la mienne en particulier (voir la première section de ce texte). Encourager l'établissement aujourd'hui ? Sûrement pas, vu les multiples croisements qui existent maintenant, légalement et illégalement, entre les fichiers informatiques. Déjà, lors de mon établissement à Renault, un ami, ancien militant du MRJC (voir plus haut), m'avait fait un faux certificat de travail. Il m'a appris, plusieurs années après, avoir reçu la visite d'un contrôleur de la Sécurité sociale et avoir dû payer mon arriéré de cotisations. Je ne vois personnellement qu'un sens vraiment positif à une telle entreprise, celui de contribuer à la réflexion sur ce que pourrait être une activité politique qui, à la fois, constituerait un développement de la créativité du plus grand nombre — c'est là ce qui constitue pour moi le meilleur de la GP — et serait cohérente avec une épistémologie scientifique, technologique et philosophique fondée sur l'hypothèse de l'enaction (voir aussi la première section de ce texte et, surtout, Theureau, 2015, chapitres 1, 4, 5 et 6) — c'est là que réside, toujours selon moi et en attendant des études historiques sérieuses, l'un des points aveugles essentiels de la GP, condamnée à conserver le souvenir du scientisme des débuts de l'UJCML tout en sacrifiant à la foi du charbonnier dans la vérité et la justice des révoltes populaires. Une telle activité politique, que je qualifierais volontiers de "politique des activités épistémologiquement fondée", devrait sans doute bénéficier de l'expérience variée, positive comme négative, de l'établissement : dans la formation des citoyens (l'envoi des étudiants dans les entreprises et, durant l'été, dans les campagnes françaises, en souvenir de leur envoi à la campagne lors de la GRCP chinoise, pourrait ne pas être associée à des manœuvres politiques au sommet, à des illusions sur le peuple et à la table rase de la culture) ; dans la connaissance et la transformation du travail. Elle passerait sans doute aujourd'hui par des chemins très différents de ceux de l'établissement, comme j'ai essayé, par exemple, de le montrer en ce qui concerne la politique de conception et d'aménagement des conditions de travail, dans Theureau (2014), en revenant sur mon expérience en la matière de 1969 à nos jours, dont mon expérience de l'établissement n'a constitué que le point de départ. C'est donc une autre histoire qui me semble à ouvrir et à confronter avec d'autres histoires pour que parler aujourd'hui de cette expérience d'établissement comme je l'ai fait dans ce texte prenne tout son sens, voire ait un sens.

Références

- Anonyme (1970a) Rapport d'enquête sur l'édification de la Gauche Prolétarienne à Renault-Billancourt, *Cahiers de la Gauche Prolétarienne*, N° 3, Mai, 51-62.
- Anonyme (1970b) Les établis – À Renault : description d'un combat, *L'Idiot International*, Juillet-Aout, 11-14.
- Artières P., Quéro L., Zancarini-Fournel M. (Documents réunis et présentés par) (2003) *Le Groupe d'Information sur les Prisons – Archives d'une lutte, 1970-1972*, Éditions de l'IMEC, Paris.
- Artières P., Zancarini-Fournel M. (ss dir.) (2008) *68 - Une histoire collective (1962-1981)*, La Découverte, Paris.
- Collectif (1968) Une agriculture au service des travailleurs, *Frères du monde*, N° 54-55.
- Collectif (1969) Une ligne révolutionnaire pour les paysans, *Frères du monde*, N° 59.
- Guillemin H. (1987) *Robespierre, politique et mystique*, Seuil, Paris.
- Hamon H., Rotman P. (1988) *Génération t. 1 : Les années de rêve ; t. 2 : Les années de poudre*, Seuil, Paris.
- Linhart V. (1994) *Volontaires pour l'usine*, Seuil, Paris.
- Theureau J. (2014) Leçons de l'expérience européenne des années 1970 & conditions d'instauration aujourd'hui d'un processus continu de conception et d'aménagement ergonomiques, Conférence in *CEPRASST*, 20 Septembre, Belo Horizonte (Brésil) (à paraître dans un ouvrage collectif au Brésil et dont la version française est téléchargeable sur <<http://www.coursdaction.fr>>).
- Theureau J. (2015) *Le cours d'action : L'Enaction et l'Expérience*, Octarès, Toulouse.